Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 205

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 4 settembre 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 gennaio 1952, n. 1125.

Approvazione dell'Accordo concluso a Parigi il 27 febbraio 1951 fra l'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni italiana e quella francese, relativo all'attuazione di un ponte radio Grasse-Bugeaud, via Sardegna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con il Ministro per gli affari esteri;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo concluso a Parigi il 27 febbraio 1951 fra l'Amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni italiana e quella francese, relativo all'attuazione di un ponte radio Grasse-Bugeaud, via Sardegna.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 gennaio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 *agosto* 1952
Atti del Governo, registro n. 57, *foglio n.* 112. — CARLOMAGNO

Arrangement entre l'Administration italienne des postes et télécommunications et l'Administration française des postes, télégraphes et téléphones pour la constitution d'un faisceau hertzien Grasse-Bugeaud via Sardaigne destiné exclusivement au service téléphonique.

Article 1

Constitution du faisceau

Le faisceau hertzien Grasse-Bugeaud destiné exclusivement au service téléphonique, comporte 2 stations terminales à Grasse et à Bugeaud et 3 stations relais à La Punta (Corse) Monte Canistreddu et Campo Sa Spina (Sardaigne).

L'Administration française métropolitaine est chargée de l'équipement, du maintien en bon état et du fonctionnement des stations de Grasse et de La Punta.

L'Administration italienne est chargée de l'équipement, du maintien en bon état et du fonctionnement des stations de Monte Canistreddu et de Campo Sa Spina.

L'Administration algérienne est chargée de l'équipement, du maintien en bon état et du fonctionnement de la station de Bugeaud.

Article 2

Equipement

L'équipement initial sera de 24 circuits. Il sera porté à 36 circuits sur simple demande de l'Administration française.

Si les moyens techniques mis en œuvre le permettent, une extension ultérieure à 48 circuits pourra être réalisée à la demande de l'Administration française, lorsque les besoins de l'exploitation l'exigeront.

Au-dessus de 48 circuits, il sera fait application des dispositions de l'art. 9 du présent arrangement.

Article 3

Matériel

L'Administration italienne est d'accord pour employer un matériel de caractéristiques techniques identiques à celui utilisé par l'Administration française. Ce matériel sera fabriqué par l'industrie italienne.

Article 4

Clauses financières

La redevance forfaitaire annuelle correspondant à l'utilisation des 2 stations-relais de Sardaigne sera:

1) Au cas où le nombre de circuits mis à la disposition de l'Administration française est de 24, de: 560.000 frs. or.

2) Au cas où le nombre de circuits mis à la disposition de l'Administration française est de 36 ou de 48, de : 648.000 frs.-or.

D'autre part, toute communication empruntant le faisceau, originaire ou à destination d'un pays ne faisant pas partie de l'Union Française, donnera lieu au reversement, par l'Administration française à l'Administration italienne, d'une quote-part de taxe fixée, par unité de communication, compte tenu des recomandations qui seront adoptées par le C.C.I.F en matière de faisceau hertzien, et après deduction d'une somme de 0,65, 0,50, ou 0,375 franc-or par unité de communication, selon que le faisceau comportera 24, 36 ou 48 circuits.

Toutefois après deux années d'exploitation, le montant de la redevance forfaitaire et le taux de la quote-part pourront, à la demande de l'une ou l'autre des parties, faire l'objet d'une révision basée sur l'expérience acquise.

Article 5

Interruptions accidentelles

En cas d'interruption de la liaison par suite d'un dérangement localisé dans l'une ou l'autre des deux stations de Sardaigne, un abattement correspondant à la durée de l'interruption sera déduit du montant de la redevance fixée comme il est prévu à l'art. 4 du présent arrangement.

Les interruptions dont la durée sera inférieure à 1 heure seront négligées : celles dont la durée sera supérieure à 1 heure seront prises en considération par heures indivisibles, la fraction d'heure en sus étant également négligée.

Pour déterminer le montant de l'abattement pour 1 heure d'interruption :

1) On considère le nombre d'heures de fort et de faible trafic qui comprend une année :

a) de fort trafic :

300 jours ouvrables entre 9h et 21h (heure française) soit 12 × 300 = 3.600h.

b) de faible trafic :

300 jours ouvrables entre 21h et 9h (heure française) soit 12 × 300 = 3.600h.

65 dimanches et jours feriés à raison de 24h par jour soit : 24 × 65 = 1.560h.

soit en tout : 5.160h.

2) On admet qu'une heure de fort trafic équivaut à 2 heures de faible trafic.

3) Il en résulte :

a) que l'année correspond à :

$$3.600 + \frac{5.160}{2} = 6.180 \text{ heures de fort trafic;}$$

b) que l'heure d'abattement pendant la période de fort trafic est le $\frac{1}{6.180}$ de la redevance forfaitaire annuelle fixée à l'art. 4 ;

c) que l'heure d'abattement pendant la période de faible trafic est de $\frac{1}{2 \times 6180}$ de la même redevance.

Pour les interruptions s'étendant à la fois sur la période de fort trafic et de faible trafic chaque heure d'interruption donnera lieu à l'abattement applicable au moment où cette heure a commencé.

Un relevé mensuel des interruptions constatées sera établi par l'Administration française et communiqué pour acceptation à l'Administration italienne.

Article 6

Interruptions pour causes de force majeure

En cas de distruction totale ou partielle pour causes de force majeure (par exemple foudre, tremblement de terre, cyclone, fait de guerre) d'une des installations réalisées en Sardaigne, le paiement de la redevance fixée à l'art. 4 est suspendu.

L'Administration française et italienne s'entendront sur les modalités de la reconstruction et sur la répartition, entre les deux Administrations des charges financières qui en résulteront.

La durée de l'arrangement sera prolongée d'une durée égale à celle de l'interruption.

Au cas d'interruption de l'exploitation ayant son origine en France métropolitaine ou en Algérie, le montant de la redevance payée à l'Administration italienne pourra, à la demande de l'Administration française, être réduit si la diminution des frais d'exploitation qui résulterait pour l'Administration italienne de cette interruption était notable.

Au cas où l'Administration française déciderait renoncer à l'utilisation du faisceau, l'Administration italienne serait dégagée de toute obligation dérivant du présent arrangement et l'Administration française continuera à lui payer, pour la durée d'engagement restant à courir à la date de l'interruption, une redevance réduite au quart de la redevance forfaitaire prévue à l'art. 4.

Article 7

Règlement des comptes

Les comptes sont tenus par mois, la redevance mensuelle de base étant égale au douzième de la redevance forfaitaire annuelle prévue à l'art. 4.

Le total mensuel des abattements correspondant à la durée des interruptions définitivement admises par les deux Administrations sera déduit de la redevance mensuelle de base.

Le montant de la redevance nette sera incorporé par les soins de l'Administration française, dans les comptes téléphoniques franco-italiens en vue de son règlement trimestriel.

Article 8

Tarification des communications acheminées sur ce faisceau

L'Administration métropolitaine française et celles d'Algérie, de Tunisie et du Maroc appliqueront au trafic échangé entre elles, sur le faisceau susvisé, la tarification qu'elles estimeront le mieux convenir à leurs relations.

En ce qui concerne le trafic de transit originaire ou à destination de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc d'une part, de la France métropolitaine d'autre part, la voie de Sardaigne est considérée comme la voie normale dans l'esprit de l'accord du 7 mars 1950 (Article 9 paragraphe C) (1).

---

(1) L'Allemagne fait partie de l'Europe centrale.

Les tarifs appliqués à ce trafic seront établis de manière à ne pas faire du faisceau un itinéraire à tarif trop réduit, susceptible d'attirer un trafic qui doit normalement être écoulé par la voie de Sicile.

Article 9

Dispositions en cas de nouveaux besoins

Si, en raison de l'accroissement du trafic, il était nécessaire, dans le futur, de disposer de plus de 48 circuits, un accord fixerait les nouvelles clauses financières, compte tenu du mode de réalisation des nouveaux circuits.

Article 10

Mise en vigueur de l'arrangement

Les installations seront mises en service dans un délai maximun de 24 mois, à partir de l'approbation définitive des accords relatifs à la constitution des faisceaux hertziens Grasse Bugeaud et Trapani Tunis.

Ce délai susvisé sera réduit dans toute la mesure du possible.

La redevance due par l'Administration française à l'Administration italienne sera payée à partir de la date de la mise en service du faisceau.

Article 11

Durée de l'arrangement

Le présent arrangement est conclu pour une durée de 8 ans à partir de la date de mise en service du faisceau.

Il pourra néanmoins être prolongé dans le cadre des accords du 7 mars 1950, au-delà de cette durée et pour des périodes égales, par entente à intervenir entre les Administrations française et italienne au moins six mois avant la fin de la période de 8 années en cours.

Protocole final

Les soussignés se déclarent d'accord sur les dispositions qui précèdent et s'engagent à prendre toutes dispositions utiles en vue de rendre le présent arrangement définitif, selon les lois et règlements en vigueur dans chacun des deux pays.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux le 27 février 1951.

Pour l'Administration italienne
des Postes et Télécommunications
Le Ministre des Postes et Télécommunications
GIUSEPPE SPATARO

Pour l'Administration française
des Postes Télégraphes et Téléphones
Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones
CH. BRUNE

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 luglio 1952.

Proroga della durata dell'incarico di direttore generale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, conferito al dott. Aldo Cattabriga.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 26 della legge 11 gennaio 1943, n. 138, modificato con l'art. 2 del decreto legislativo 15 aprile 1948, n. 548;

Visto l'art. 10 del regolamento organico del personale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, approvato con decreto interministeriale del 18 marzo 1950;

Visto il proprio decreto 28 giugno 1950, con il quale il dott. Aldo Cattabriga vice direttore generale dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, è stato incaricato delle funzioni di direttore generale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, per la durata di un anno ed il proprio decreto 29 giugno 1951 relativo alla proroga di un anno dell'incarico suddetto;

Sentito il Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

La durata dell'incarico di esercitare le funzioni di direttore generale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, conferito al dott. Aldo Cattabriga, vice direttore generale dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, con il decreto 28 giugno 1950 e successivamente prorogata di un anno con il decreto 29 giugno 1951, è prorogata di tre mesi.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 10 luglio 1952

EINAUDI

RUBINACCI — PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 agosto 1952
Registro Lavoro e previdenza n. 8, *foglio n.* 258. — LAMICELA

(4282)

DECRETO MINISTERIALE 18 agosto 1952.

Secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Firenze.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visti l'elenco delle acque pubbliche scorrenti nella provincia di Firenze, approvato con regio decreto 1° maggio 1913 e l'elenco suppletivo approvato con regio decreto 3 dicembre 1922;

Visto lo schema del secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche scorrenti nel territorio della su nominata Provincia, compilato dall'Ufficio del genio civile di Firenze;

Visto l'art. 1 del testo unico 11 dicembre 1933, n. 1775, e gli articoli 1 e 2 del regolamento 14 agosto 1920, n. 1285;

Decreta:

E' disposta la pubblicazione dell'annesso schema del secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Firenze.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi indicati dall'art. 2 del su citato regolamento.

Entro sei mesi dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale,* coloro che vi hanno interesse potranno presentare opposizioni.

L'ingegnere capo dell'Ufficio del genio civile di Firenze è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 18 agosto 1952

Il Ministro: ALDISIO

Schema del 2° elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Firenze

Numero d'ordine 1	DENOMINAZIONE (da valle verso monte) 2	FOCE o sbocco 3	COMUNI toccati od attraversati 4	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua 5
114 *bis*	Sorgente entro la galleria della direttissima Bologna-Firenze Inferiore 114	Torrente Fiumenta	Vernio	Sorgente a m. 5700 circa dallo sbocco sud della galleria della direttissima Bologna-Firenze, lato est
114 *ter*	Come sopra	Id.	Id.	Sorgente a circa m. 5800 c. s., lato ovest
114 *quater*	Come sopra	Id.	Id.	Sorgente a circa m. 11000 c. s., lato est

Visto, *il Ministro*: ALDISIO

(4153)

DECRETO MINISTERIALE 18 agosto 1952.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio del comune di Campo nell'Elba.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Livorno per la tutela delle bellezze naturali, nella adunanza del 26 gennaio 1952 includeva nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'intero territorio del comune di Campo nell'Elba situato nell'isola d'Elba;

Considerato che l'elenco di tali immobili è stato pubblicato ai sensi del citato art. 2 della legge sulle bellezze naturali, per un periodo di tre mesi all'albo del comune di Campo nell'Elba senza che sia stata prodotta alcuna opposizione da parte di chicchessia;

Riconosciuto che l'intero territorio del comune di Campo nell'Elba, oltre a costituire, nel suo complesso, un quadro naturale, offre dei punti di vista accessibili al pubblico dai quali si godono spettacoli di non comune bellezza;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Campo nell'Elba situato nell'isola d'Elba indicato nell'annesso elenco redatto dalla Commissione provinciale di Livorno per la tutela delle bellezze naturali, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi, sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme col verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Livorno.

La Soprintendenza ai monumenti e gallerie di Pisa curerà che il comune di Campo nell'Elba provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati, altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 18 agosto 1952

p. *Il Ministro*: VISCHIA

Commissione provinciale per la protezione delle bellezze naturali di Livorno

Deliberazione n. 4 del giorno 26 gennaio 1952

OGGETTO: Territorio del comune di Campo Elba (isola d'Elba). Inclusione nell'elenco delle bellezze naturali della provincia di Livorno.

Su conforme proposta del signor presidente;

La Commissione:

Visto che l'intero territorio del comune di Campo Elba (isola d'Elba) offre aspetti di particolare bellezza naturale;
Visto che detto territorio, nel suo complesso, può essere considerato come un quadro naturale;
Considerato che la zona citata offre punti di vista, accessibili al pubblico, dai quali si godono spettacoli di non comune bellezza;
Visto l'art. 1, n. 4, della legge 29 giugno 1939, n. 1497;
A voti unanimi, resi secondo le norme di legge;

Delibera:

1) Di includere nell'elenco delle bellezze naturali della provincia di Livorno, per i motivi di cui in narrativa, l'intero territorio del comune di Campo nell'Elba;

(*Omissis*).

(4286)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Scambio degli strumenti di ratifica degli Accordi conclusi fra l'Italia e l'Equatore del 12 maggio 1951

Addì 7 maggio 1952 ha avuto luogo a Quito lo scambio degli strumenti di ratifica dei seguenti Accordi, firmati a Quito, fra l'Italia e l'Equatore, il 12 maggio 1951:

Accordo commerciale;
Accordo di pagamento;
Scambio di Note.

(4276)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento dal pubblico Demanio aeronautico ai beni patrimoniali dello Stato di una zona di terreno sita nel comune di Bari.

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica, di concerto col Ministro per le finanze, in data 9 giugno 1952, n. 304, registrato alla Corte dei conti addì 24 luglio 1952, registro n. 2 Aeronautica, foglio n. 136, è stata dismessa dal pubblico Demanio aeronautico e trasferita tra i beni patrimoniali dello Stato una zona di terreno, sita nel comune di Bari, già espropriata dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione della caserma presidiaria della IV Z. A. T. Bari, e distinta in catasto fabbricati urbani alla partita n 1, foglio di mappa n. 31, mappale n. 113, ettari 0.00.54.

(4209)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della società Cooperativa Autotrasporti Pratese (C.A.P.), con sede in Prato (Firenze).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 23 agosto 1952, i poteri conferiti al dott. rag. Pietro Tacconi, commissario governativo della società Cooperativa Autotrasporti Pratese (C.A.P.), con sede in Prato (Firenze), sono stati prorogati al 31 dicembre 1952.

(4289)

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa di produzione e lavoro « L'Emancipatrice », con sede in Pozzuoli (Napoli).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 23 agosto 1952, i poteri conferiti all'avv. Procolo Sardo, commissario governativo della Società cooperativa di produzione e lavoro « L'Emancipatrice » già Cooperativa pescatori ed affini « La Emancipatrice » - con sede in Pozzuoli, sono prorogati al 30 novembre 1952.

(4290)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Istituzione di servizio fonotelegrafico

In data 15 maggio 1952 è stato istituito il servizio fonotelegrafico nella ricevitoria postale del comune di Vallada (Belluno) in collegamento con l'ufficio telegrafico di Cencenighe mediante il circuito 6628.

(4291)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Divieti di caccia e uccellagione

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di L'Aquila, della estensione di ettari 825 circa, compresa nel comune di Tagliacozzo, delimitata dai seguenti confini:

dall'incrocio del fiume Imele col torrente Favite (quota 714) strada campestre e quindi vallone in direzione della cima di monte Forte, quota 1156; di qui scende al ponte di Verrecchia sulla rotabile Tagliacozzo-Capistrello; rotabile fino al punto di confine tra i territori di Cappadocia e Castellafiume; da qui crinale di monte Aurunzo a quota 1429 da cui scende lungo il vallone a sud del cimitero di Villa San Sebastiano; da qui strada campestre che porta al fiume Imele; detto fiume fino al punto di partenza.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di L'Aquila, della estensione di ettari 1650, compresa nel comune di Gioia dei Marsi, delimitata dai seguenti confini:

dall'abitato di Gioia dei Marsi strada statale fino alla località Fontana Vecchia; quindi strada campestre fino alle località Sperone e Aschi; da qui strada mulattiera in direzione di Venere dei Marsi fino al vallone che delimita il territorio del comune dei Gioia dei Marsi; detto vallone fino alla strada provinciale; detta strada fino all'abitato di Gioia dei Marsi.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di L'Aquila, della estensione di ettari 540, compresa nel comune di Lecce dei Marsi, delimitata dai seguenti confini:

strada campestre che porta da Lecce dei Marsi ai ruderi di Lecce vecchia; da qui strada campestre che superata quota 1421 perviene a valle di Gioia Vecchio ed incrocia con la strada campestre che porta a Lecce dei Marsi; detta strada fino al punto di partenza.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, dell'estensione di ettari 540 circa, compresa nei comuni di Borgo San Dalmazzo e Roccasparvera, delimitata dai seguenti confini:

strada nazionale di Valle Stura fino all'incrocio della strada di Rittana (Gaiola); strada Gaiola-Rittana, fino alla strada militare; strada militare fino alla strada Borgo San Dalmazzo-Vignolo; strada Vignolo-Borgo San Dalmazzo fino alla strada nazionale di Valle Stura.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, della estensione di ettari 800, compresa nei comuni di Dronero e Roccabruna, delimitata dai seguenti confini:

sud: comune di Dronero, la Mal Pensà (ponte della Madonnina) lungo il bedale che proviene da Passatore Casa Bianca;

ovest: comune di Roccabruna, dalla Casa Bianca lungo il bedale alle Casette, Pra Rosso, Toschia, Tiauda alla Fontana Fandonia fino al colle di Valmala metri 1541;

nord: comune di Roccabruna, linea di confine con il comune di Valmala e sul colle di Valmala fino alla punta del San Bernardo altezza di m. 1625;

est: dal colle di San Bernardo linea di confine tra il comune di Roccabruna e Villar San Costanzo fino a Pian d'Alba; linea di confine tra i comuni di Dronero e Villar San Costanzo fino a Santa Maria; Santa Maria strada che scende alla cascina Rosano alla Mal Pensà (ponte della Madonnina) altezza m. 620.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, della estensione di ettari 50 circa, compresa nel comune di Belvedere Langhe, delimitata dai seguenti confini:

strada Torino-Savona fino a quota 629; periferia est di Belvedere Langhe (via Gattino); strada Piangarombo; regione Piagge, fino all'incontro con il comune di Bonvicino; rio di Belvedere; rio Valle d'Arezzo; cascina Bracco (quota 644), sulla strada Torino-Savona.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, della estensione di ettari 171 circa, compresa nel comune di Trezzo Tinella, delimitata dai seguenti confini:

fondo Valle del Chiodo; torrente Tinella; strada vicinale fino a Casa Scarzolin; strada Serra dei Pini; strada comunale Langa; da Langa Mompiano prosegue per borgata Chinassi; quota 536; strada vicinale fino a Serra; quota 527; da quota 527 a quota 375; valle del Chiodo.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, della estensione di ettari 160 circa, compresa nel comune di Sinio, delimitata dai seguenti confini:

partendo dal cimitero di Sinio fino al torrente Taloria; torrente Taloria fino alla fossa dei Quiri; strada vicinale fino a cascina Stronello, quota 562; strada comunale; quota 527; quota 378; strada vicinale fino al cimitero di Sinio.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cuneo, della estensione di ettari 175 circa, compresa nel comune di Magliano Alfieri, delimitata dai seguenti confini:

strada periferia est di Magliano Alfieri da quota 283 fino all'incrocio di Santa Maria; da detto incrocio strada per Borgo Sant'Antonio; da detto Borgo sempre detta strada fino a quota 156; C. Bottallo; strada per Priocca passando per Cornale fino all'incontro della carreggiabile per quota 156; da detta quota fino all'incontro con il rio Sorso; rio Sorso fino a quota 164; da detta quota in linea retta fino a quota 271; C. Rocchetta; strada per Magliano Alfieri fino a quota 283.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rovigo, della estensione di ettari 150, compresa nel comune di Lendinara, delimitata dai seguenti confini:

scolo Valdentro, strada comunale per Canda, scolo Ramodipalo, via Valli.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rovigo, dell'estensione di ettari 1000, compresa nei comuni di Costa di Rovigo e Villanova del Ghebbo, delimitata dai seguenti confini:

strada provinciale Rovigo-Lendinara; strada comunale per Costa; strada comunale per Villanova del Ghebbo; strada comunale per Lendinara.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rovigo, dell'estensione di ettari 336, compresa nel comune di Melara, delimitata dai seguenti confini:

canale Tartaro; canale Bianco; Cavo Santa Maria; Tartaro Vecchio; Fossa Madama.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Rovigo, dell'estensione di ettari 680, compresa nel comune di Polesella, delimitata dai seguenti confini:

ferrovia Rovigo-Ferrara; strada comunale per Canaro; dalla località Cà Rossa alla località Campagnola; strada comunale per Frassinelle, dalla località Campagnola alla località Crosara; strada comunale Porcarole, dalla località Crosara alla ferrovia.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di L'Aquila, della estensione di ettari 1300 circa, compresa nel comune di Montecalvo, delimitata dai seguenti confini:

strada comunale che da Preturo conduce a Forcella di Preturo e da qui a Menzano; da Menzano mulattiera che, passando per Madonna del Cantiere, sale al colle Renoso e da qui scende a Rocca di Corno; ferrovia fino alla stazione di Scoppito; da qui strada comunale per Scoppito; da Scoppito mulattiera per Cese fino al bivio di Preturo.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Latina, della estensione di ettari 400, compresa nei comuni di Campodimele e Lenola, località Faggeto, delimitata dai seguenti confini:

strada comunale cimitero di Campodimele; strada Portelle; strada nazionale Valle Liri fino al km. 112; vallata del Catastone; quota 648 e 884; cima monte Faggeto (quota 1265); torrente Faggeto; valle Orticara; cimitero di Campodimele.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Latina, della estensione di ettari 3400 circa, compresa nei comuni di Bassiano, Sezze e Roccagorga, delimitata dai seguenti confini:

nord: agro demaniale del comune di Carpineto;

est: strada provinciale carpinetana;

sud: via dell'Arco, via Bassiano Roccagorga, strada della Longara, valle Orta, contrada « Le Pezze », contrada San Marco, contrada San Nicola fino a quota 556, valle di Pepe, valle Sanguinetti, strada provinciale per Bassiano, fino al ponte di Vado;

ovest: valle Carretta.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Latina, della estensione di ettari 1100, compresa nei comuni di Campodimele e Lenola, località Monti Crispi-Appiolo, delimitata dai seguenti confini:

contrada Starza piana; strada provinciale per Lenola fino al ponte di Liverani; vallone Madonna del Latte; strada vicinale Campo Serianni; quota 655 fino a Serra Sallione; sentiero Caporosso; fondo valle Pozzo Bifolco; sentiero Pozzo Lungo; strada statale Valle Liri; fossato Aversana fino alla sorgente Cutina quota 595, quota 785; schienale Serra Andrea; vallone Crisci; valle San Marco; confini Campodimele-Pico fino alla strada Starza piana.

Fino al 1° gennaio 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Milano, della estensione di ettari 176 circa, compresa nel comune di Briosco, delimitata dai seguenti confini:

nord: strada comunale da Romano a Capriano;

sud: strada consorziale detta Sentiero, quindi strada consorziale detto sentiero collegante da nord-ovest a sud-est tale strada con la strada comunale da Briosco a Capriano;

est: strada comunale da Briosco a Capriano, quindi tratto di strada ad angolo nell'abitato di Capriano;

ovest: strada comunale detta delle Fornaci da nord a sud dell'incrocio di tale strada con la strada comunale da Romano a Capriano fino all'incrocio con la strada consorziale detta Sentiero.

Fino al 30 giugno 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cremona, dell'estensione di ettari 500, compresa nel comune di Persico Dosimo, delimitata dai seguenti confini:

nord: via Solarolo, via 4 novembre e via Dosimo;

est: via Dosimo e via Ostiano;

ovest: roggia Bissolina;

sud: via Persichello e via Bettenesco.

Fino al 30 giugno 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cremona, della estensione di ettari 400, compresa nel comune di Pizzighettone, delimitata dai seguenti confini:

nord: strada da Ferie superiore alla cascina Castellina;

est: fiume Serio;

ovest e sud: strada comunale Pizzighettone-Ferie.

Fino al 30 giugno 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cremona, della estensione di ettari 240, compresa nel comune di Piadena, delimitata dai seguenti confini:

nord: fiume Oglio;

ovest: strada comunale che dalla strada statale (chilometro 254,450) scende a San Paolo, indi scaricatore cavo Magio fino allo sbocco nel fiume Oglio;

est: strada comunale che dalla strada statale (km. 257), scende in Calvatone, indi strada carreggiabile che divide la zona bassa dei prati irrigui e marcitoi dalla zona alta a coltivo;

sud: strada statale n. 10 dal km. 254,450, al km. 257.

Fino al 30 giugno 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cremona, della estensione di ettari 450, compresa nel comune di Castelverde, delimitata dai seguenti confini:

nord: strada comunale di San Martino in Belsito al bivio Polengo, Castelletto Anghinoni;

sud: strada comunale dal bivio Cura Affaitati, Castelnuovo del Zappa all'imbocco strada provinciale;

ovest: strada comunale dal bivio Polengo, San Martino in Beliseto al bivio Cura Affaitati-Castagnino-Secco;

est: strada provinciale da Castagnino Secco a San Martino in Beliseto.

Fino al 30 giugno 1953, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Bergamo, dell'estensione di ettari 795 circa, compresa nei comuni di Albano, Rocca del Colle e Costa Monticelli, delimitata dai seguenti confini:

nord: strada statale della Meldola, dal punto d'incontro in comune di Seriate con la strada comunale per Comonte, fino al bivio della strada provinciale per Sarnico, quindi strada provinciale predetta fino al punto d'incontro col torrente Zerra;

est: dal punto di incontro predetto, torrente Zerra, fino all'abitato di Costa Monticelli;

sud: strada provinciale che dall'abitato di Costa Monticelli, attraverso i centri abitati di Bagnatica e Brusaporto, arriva alla strada comunale per Comonte;

ovest: strada comunale dal punto di incontro predetto attraverso il centro abitato di Comonte, fino alla strada statale della Meldola.

Fino al 30 giugno 1954, è vietata, sotto qualsiasi forma, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, la caccia e l'uccellagione nella zona della provincia di Cremona, dell'estensione di ettari 646, compresa nel comune di San Giovanni in Croce, delimitata dai seguenti confini:

nord: confine comunale tra i territori di San Giovanni in Croce e Casteldidone con Piadena;

est: strada comunale Gambina;

sud: strada comunale San Giovanni in Croce-Casteldidone;

ovest: strada provinciale della Spezia (tratto tra San Giovanni in Croce e il confine comunale di Piadena).

(4017)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 188

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 3 settembre 1952

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	624,90	649,50
» Firenze	—	—
» Genova	624,92	650 —
» Milano	624,91	650,50
» Napoli	624,90	648 —
» Palermo	624,89	649,72
» Roma	624,89	652,50
» Torino	624,91	650 —
» Trieste	624,90	—
» Venezia	—	—

Media dei titoli del 3 settembre 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,70
Id. 3,50 % 1902	63,35
Id. 3 % lordo	66,50
Id. 5 % 1935	96,625
Redimibile 3,50 % 1934	76,65
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	74,50
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	73,60
Id. 5 % (Ricostruzione)	95,85
Id. 5 % 1936	94,50
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	99,75
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	99,775
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	99,775

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 3 settembre 1952

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,90
1 dollaro canadese	»	651,50

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1.749,72

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute semestrali di buoni del Tesoro

(Unica pubblicazione). Avviso n. 4.

E' stato denunciato lo smarrimento dei tagliandi di ricevuta semestrale, decorrenza 15 marzo 1951, relativi ai buoni del Tesoro novennali 5 % (1951), serie B 1, n. 27, cap. nom. L. 10.000, rendita semetrale L. 250; serie B 5, n. 459, cap. nom. L. 31.500, rendita semestrale L. 787,50, intestati a Talli Rosanna fu Guido, domiciliata in Roma.

Ai termini degli articoli 4 del regio decreto 19 febbraio 1922, n. 366 e 485 del regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato, si fa noto che, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano intervenute opposizioni, la Direzione generale del debito pubblico provvederà al pagamento delle cedole relative alle semestralità di interessi scaduti, e riterrà di nessun valore le cedole smarrite.

Roma, addì 31 luglio 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(3984)

Diffida per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1959)

(1ª *pubblicazione*) Avviso n. 5

In applicazione dell'art. 9 del decreto Ministeriale 22 dicembre 1949 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298, è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1959):

Numero: 169881 — Serie *A* — Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Trento — Persona che ha denunziato il titolo: Paolazzi Guido fu Enrico, dom. a Trento, via Oberziner, 14-789 — Capitale nominale L. 5000;

Numero: 169882 — Serie *A* — Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Trento — Persona che ha denunziato il titolo: Paolazzi Guido fu Enrico, dom. a Trento, via Oberziner, 14-789 — Capitale nominale L. 5000;

Numero 169883 — Serie *A* — Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Trento — Persona che ha denunziato il titolo: Paolazzi Guido fu Enrico, dom. a Trento, via Oberziner, 14-789 — Capitale nominale L. 5000.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli smarriti.

Roma, addì 16 agosto 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4169)

Diffida per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1960)

(1ª *pubblicazione*) Avviso n. 6

In applicazione dell'art. 7 del decreto Ministeriale 20 gennaio 1951 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298, è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1960):

Numero: 239485 Serie D Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Roma Persona che ha denunziato il titolo: Persico Gemma fu Pietro ved. Sampaolo, dom. a Roma, via Venezia, 15 Capitale nominale L. 50.000.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli smarriti.

Roma, addì 16 agosto 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4170)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Cessione delle attività e passività del Banco Ognissanti in Firenze alla Cassa di risparmio di Firenze e sostituzione di questa nell'esercizio dello sportello del detto Banco.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti gli articoli 54 e 55 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 giugno 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Vista la deliberazione assembleare in data 5 luglio 1951, debitamente perfezionata nei modi di legge, con la quale è stato deciso lo scioglimento anticipato con conseguente messa in liquidazione del Banco Ognissanti, società cooperativa a responsabilità limitata avente sede a Firenze, ed è stata altresì deliberata la cessione delle attività e passività dell'ente liquidando alla Cassa di risparmio di Firenze, per la esecuzione della quale ogni più ampio mandato è stato conferito al liquidatore;

Vista la deliberazione del Consiglio di amministrazione della Cassa di risparmio di Firenze in data 21 maggio 1952, con la quale è stato autorizzato il rilievo delle attività e passività del Banco Ognissanti, subordinatamente alla facoltà, per la rilevataria, di sostituirsi con una propria dipendenza nell'esercizio dello sportello bancario dell'ente liquidando in Firenze, via Porta Rossa n. 6 nero e n. 40 rosso;

Considerata l'opportunità, allo scopo di agevolare la chiusura della liquidazione del Banco Ognissanti, di autorizzare questo ultimo a cedere le proprie atività e passività alla Cassa di risparmio di Firenze;

Dispone:

1. — Il Banco Ognissanti, società cooperativa a responsabilità limitata avente sede a Firenze, è autorizzata a cedere le proprie attività e passività alla Cassa di risparmio di Firenze, in conformità della convenzione all'uopo intercorsa fra i legali rappresentanti degli enti interessati in data 17 giugno 1952 a rogito notar Fontana di Firenze, registrata a Firenze il 3 luglio 1952, al n. 149, vol. 518;

2. — La Cassa di risparmio di Firenze è autorizzata a sostituirsi con una propria dipendenza nell'esercizio dello sportello bancario del su menzionato Banco Ognissanti in Firenze, via Porta Rossa n. 6 nero e n. 40 rosso.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 agosto 1952

Il Governatore: MENICHELLA

(3911)

Nomina e conferma di presidenti di Casse comunali di credito agrario

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del predetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;

Viste le proposte formulate dal Banco di Napoli Sezione di credito agrario, con sede in Napoli;

Dispone:

1. Il sig. Antonio Gabriele fu Pasquale è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Sannicandro Garganico (Foggia).

2. Il sig. Rocco Salvatore Rossi fu Francesco è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Laurenzana (Potenza).

3. Il sig. Vincenzo Denza fu Nicola è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Campolattaro (Benevento).

4. Il dott. Nicola Bellinfante è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Rivello (Potenza).

5. Il dott. Marcello De Pasquale di Aurelio è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Torremaggiore (Foggia).

6. Il sig. Giuseppe Saracino di Nicola è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Chieuti (Foggia).

7. Il dott. Giuseppe Ugo Lombardi fu Vincenzo è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Castelmezzano (Potenza).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 agosto 1952

Il direttore generale: FORMENTINI

(3914)

REGIONE TRENTINO ALTO - ADIGE

Ripristino di cognome nella forma tedesca

N. 6052 Gab.

IL VICE COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per l'esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano del 28 novembre 1935, n. 1908 R/Gab., con cui al sig. Kostner Damiano, nato a Castelrotto il 7 giugno 1885, venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Costa;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 6 aprile 1952 dalla signora Costa Stefania, figlia maggiorenne del predetto, in atto residente a Castelrotto;

Ritenuto che le ragioni addotte dalla richiedente sono risultate attendibili e consigliano pertanto l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/36435/19;

Visto l'art. 17 del decreto del Presidente della Repubblica 12 dicembre 1948, n. 1414, contenente norme di attuazione dello Statuto speciale per il Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 9 febbraio 1949, relativo alla nomina del Vice Commissario del Governo per la Regione Trentino-Alto Adige;

Visto il decreto 16 febbraio 1949, n. 763 Gab., del Commissario del Governo per la Regione Trentino-Alto Adige, che delega al predetto Vice Commissario le attribuzioni già di competenza del Prefetto di Bolzano;

Visto l'art. 76 del suindicato Statuto speciale;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano 28 novembre 1935, numero 1908 R/Gab., è revocato a decorrere alla data del presente decreto, limitatamente alla persona sottoindicata.

Per effetto di tale revoca il cognome della signora Costa Stefania di Damiano viene ripristinato nella forma tedesca di Kostner.

Il sindaco del Comune di attuale residenza provvederà alla notifica del presente decreto all'interessata, a termini del paragrafo VI, comma terzo, delle istruzioni ministeriali anzidette, e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dai paragrafi IV e V delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 27 giugno 1952

Il Vice Commissario del Governo: BENUSSI

(4122)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Vicenza al 30 novembre 1951.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto n. 20490.2/8329 in data 17 aprile 1952, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Vicenza al 30 novembre 1951;

Vista la nota del Prefetto di Vicenza, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Enrico Buono trasferito ad altra sede, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del dott. Enrico Buono è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Vicenza il vice prefetto ispettore dott. Biagio Palermo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 agosto 1952

p. *L'Alto Commissario*: BIANCOROSSO

(4001)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso per titoli e per esami per il conferimento di una borsa di studio per la specializzazione nella lotta biologica contro i parassiti animali delle piante, da usufruire presso il Laboratorio di entomologia agraria di Portici (Napoli).

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 18 giugno 1931, n. 987, e successive modificazioni ed integrazioni, recante disposizioni per la difesa delle piante coltivate e dei prodotti agrari dalle cause nemiche;

Visto l'art. 9 del regolamento per l'applicazione della legge anzidetta, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1700;

Considerata l'opportunità di conferire una borsa di studio ad un laureato in scienze agrarie e biologiche o naturali per la specializzazione nella lotta biologica contro i parassiti animali delle piante coltivate;

Sentito il Comitato per la difesa contro le malattie delle piante;

Vista la nota n. 123760 Div. II-B del 27 maggio 1952 del Ministero del tesoro - Ragioneria generale dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli e per esami per il conferimento di una borsa di studio per la specializzazione nella lotta biologica contro i parassiti animali delle piante, da usufruire presso il Laboratorio di entomologia agraria di Portici (Napoli).

Art. 2.

La durata della borsa è di anni due, a decorrere dal 1° gennaio 1953 e l'importo è di L. 360.000 (trecentosessantamila) annue lorde, pagabili in rate mensili posticipate, su presen-

tazione di certificato di frequenza rilasciato dal direttore del Laboratorio di cui al precedente art. 1.

L'onere anzidetto farà carico ai capitoli degli stati di previsione della spesa del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per gli esercizi finanziari 1952-53, 1953-54 e 1954-55, corrispondenti al cap. 45 del corrente esercizio finanziario.

La borsa potrà essere confermata, senza concorso, allo stesso assegnatario per un anno successivo, su proposta del direttore del Laboratorio, presso cui viene fruita.

Art. 3.

Possono partecipare al concorso i laureati in scienze agrarie o naturali o biologiche, che dimostrino di avere sufficiente conoscenza oltre che della lingua francese, di quella inglese o di quella tedesca.

Art. 4.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 32 e sottoscritta dall'aspirante, dovrà pervenire al Ministero dell'agricoltura e delle foreste Direzione generale della produzione agricola Div. IV. non oltre sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Nella domanda dovranno essere indicati il cognome e nome e paternità del concorrente, il suo domicilio e il preciso indirizzo al quale inviare le occorrenti comunicazioni.

La domanda dovrà essere corredata dai seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 40, rilasciato dall'ufficio dello stato civile del Comune di origine e legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

2) certificato di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato italiano, ai fini del presente decreto, coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) diploma originale o copia notarile di una delle lauree indicate nell'art. 3.

In via eccezionale, qualora gli aspiranti, per ragioni direttamente o indirettamente collegate alle vicende belliche, non siano in grado di produrre il diploma originale, potranno produrre un certificato di laurea, il quale verrà accettato con la riserva che la sua autenticità venga confermata, a richiesta dell'Amministrazione dell'agricoltura e delle foreste, dall'Università che lo ha rilasciato;

4) certificato del rettore dell'Università indicante i punti riportati negli esami delle singole materie e in quello di laurea;

5) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 60, da rilasciarsi dal segretario della procura del tribunale legalizzato dal procuratore;

6) certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 24, da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove il candidato risieda da almeno un anno e legalizzato dal prefetto; in caso di residenza inferiore ad un anno, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato abbia avuto precedente residenza entro l'anno;

7) certificato medico, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, da cui risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.

La firma del medico provinciale dovrà essere autenticata dal prefetto, quella del medico militare dalle superiori autorità militari e quella dell'ufficiale sanitario dal sindaco, la cui firma dovrà, a sua volta, essere legalizzata dal prefetto;

8) fotografia recente del candidato con la sua firma, autenticata per la firma e per l'effigie, dal sindaco o da un notaio, la firma dei quali dovrà essere, a sua volta, legalizzata e provvista con la prescritta marca da bollo da L. 32.

Non è consentita la produzione di altro documento in sostituzione di quello anzidetto;

9) tutti i titoli e le pubblicazioni che l'aspirante ritenga di presentare, ivi compresa copia della tesi di laurea.

I documenti di cui ai numeri 2), 5), 6) e 7) devono essere in data non anteriore di tre mesi a quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per i certificati rilasciati dal sindaco del comune di Roma o da altre autorità amministrative residenti in detto Comune, o dal segretario della Procura di Roma non occorre la legalizzazione delle firme.

Non è consentito fare riferimento a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altri Ministeri, fatta eccezione per l'originale del titolo di studio, in sostituzione del quale può essere prodotto un certificato dell'Amministrazione presso cui il titolo si trova. E' ammesso, però, il riferimento ai documenti presentati per partecipare ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'agricoltura e foreste, purchè i documenti stessi non siano scaduti di validità a termine del presente articolo. Tuttavia, la fotografia di cui al precedente n. 8) dovrà essere prodotta in ogni caso.

Non si terrà conto delle domande che perverranno al Ministero dopo il termine stabilito dal presente articolo, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari, nè delle domande prive di qualcuno dei documenti richiesti, o corredate di documenti irregolari.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione della domanda.

Art. 5.

Gli esami, che avranno luogo presso il Ministero dell'agricoltura e delle foreste Direzione generale della produzione agricola, consisteranno nelle seguenti prove:

a) prova orale sulle discipline fitopatologiche con particolare riguardo alla entomologia ed alla lotta biologica;

b) prova orale di lingua francese ed inglese o tedesca, a seconda che il candidato abbia dichiarato, nella domanda, di conoscere oltre il francese la lingua inglese o tedesca.

Art. 6.

La Commissione esaminatrice, composta di cinque membri, uno dei quali insegnante di lingua francese, tedesca ed inglese, verrà nominata con successivo provvedimento.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato in servizio presso il Ministero dell'agricoltura e foreste, di grado non inferiore al 9°.

La Commissione, in base ai titoli ed alle prove di esame, compilerà la graduatoria dei candidati.

Ogni membro della Commissione disporrà di 10 punti.

Non saranno compresi nella graduatoria di merito i candidati che non abbiano riportato un punteggio complessivo di almeno 35/50.

Art. 7.

La borsa sarà conferita dal Ministero al candidato che risulterà primo nella graduatoria.

Art. 8.

L'assegno della borsa di studio non è cumulabile con retribuzioni di qualsiasi natura per incarichi presso uffici dipendenti dallo Stato, dalle Provincie e dai Comuni, o presso altri enti pubblici.

Art. 9.

Decade dal diritto alla borsa il candidato prescelto che, entro il termine fissato dal Ministero, non si presenti a frequentare il Laboratorio di entomologia agraria di Portici.

Decade del pari diritto alla borsa il candidato prescelto che usufruisca di altra borsa di studio, salvo che non rinunzi a quest'ultima.

A tale effetto, l'assegnatario, nel termine di cui al comma precedente deve dichiarare se usufruisca o meno di altra borsa di studio ed, in caso affermativo, comprovare di avervi rinunziato.

Decade altresì dal diritto alla borsa il candidato prescelto che non frequenti, con assiduità e diligenza, il Laboratorio presso cui è stato assegnato.

In caso di rinuncia o decadenza del vincitore, la borsa potrà essere assegnata ad altro candidato idoneo, secondo l'ordine della graduatoria. La borsa cesserà, in ogni caso, il 31 dicembre 1954, salvo l'applicazione del secondo comma del precedente art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 giugno 1952

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *agosto* 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 14, *foglio n.* 4. — BERITELLI

(4295)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria di merito del concorso a ottantanove posti nel grado di sottotenente in esperimento nel ruolo degli ufficiali del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza, indetto con decreto Ministeriale 9 dicembre 1950.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Vista la legge 26 gennaio 1942, n. 39;
Visto il decreto legislativo 9 aprile 1948, n. 524;
Visto il decreto Ministeriale 9 dicembre 1950, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 3 del 4 gennaio 1951, col quale è stato indetto un concorso per esami a ottantanove posti nel grad di sottotenente in esperimento nel ruolo degli ufficiali del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza;
Visto il decreto Ministeriale 20 luglio 1951, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 176 del 3 agosto 1951, col quale è stato fissato il diario delle prove scritte del predetto concorso;
Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice;
Visti gli atti della predetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati che hanno conseguito l'idoneità in seguito al risultato degli esami relativi al concorso per la nomina a sottotenente in esperimento nel ruolo degli ufficiali del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza:

COGNOME E NOME	Media prove scritte	Prova orale	Votazione complessiva
1. Palumbo Renato	9,50	8,50	18,00
2. De Mauro Salvatore	9,41	8,00	17,41
3. Greco Franco	8,66	8,50	17,16
4. Vitale Natale	8,50	8,50	17,00
5. Filosa Renato	8,75	8,00	16,75
6. Guiducci Goffredo	8,58	8,00	16,58
7. De Niro Emilio	7,91	8,50	16,41
8. Adorni Alberto	7,86	8,50	16,36
9. Patanè Angelo	8,08	8,20	16,28
10. Fisicaro Paolo	9,25	7,00	16,25
11. Ducci Vincenzo	8,91	7,30	16,21
12. Castagnolo Ferruccio	7,66	8,50	16,16
13. Duranti Ivio	8,28	7,80	16,08
14. Capobianco Alberto	8,66	7,40	16,06
15. Guarnotta Ennio	8,25	7,80	16,05
16. Ercole Giulio	8,10	7,80	15,90
17. De Caro Genesio	8,66	7,20	15,86
18. Pantaleo Domenico.	8,58	7,20	15,78
19. Adamo Mauro, ex combattente	7,66	8,10	15,76
20. Rega Francesco	7,86	7,90	15,76
21. Lolicato Lorenzo	8,25	7,50	15,75
22. Barone Francesco	8,50	7,20	15,70
23. Pacelli Lorenzo, età, nato il 27-11-1923	8,16	7,50	15,66
24. Salemi Salvatore, nato il 19-9-1924	8,16	7,50	15,66
25. Santorelli Severino	8,33	7,30	15,63
26. Galati Lorenzo, ex combattente	8,33	7,20	15,53
27. Verde Giovanni	7,83	7,70	15,53
28. Miranda Cosmo	7,41	8,10	15,51
29. Scarpellini Claudio	7,50	8,00	15,50
30. Popolizio Pasquale	7,66	7,80	15,46
31. Di Palma Gaetano	7,83	7,60	15,43
32. Valentini Valentino, coniugato con un figlio	7,91	7,50	15,41
33. D'Ambrosio Mario, età, nato il 9-6-1921	8,41	7,00	15,41
34. Ferraro Sebastiano, nato il 29-5-1923	8,41	7,00	15,41
35. Di Giovine Nicolò	7,83	7,50	15,33
36. Flora Fabio	7,50	7,80	15,30
37. Imperato Salvatore	8,08	7,20	15,28
38. Piccone Italiano Remo	7,41	7,80	15,21
39. Cartaino Michele	8,08	7,10	15,18
40. Graziano Vittorio, ex combattente	7,66	7,50	15,16
41. Pezzino Salvatore	7,66	7,50	15,16
42. Zurria Mario	7,45	7,70	15,15
43. Cefalù Angelo	8,11	7,00	15,11
44. Tricarico Silvestre	8,00	7,10	15,10
45. De Lillo Luigi, ex combattente, coniugato	8,08	7,00	15,08
46. Piasco Francesco, ex combattente	8,08	7,00	15,08
47. Abbadessa Serafino	7,58	7,50	15,08
48. Lisciotto Santi	7,86	7,20	15,06
49. Saraceno Francesco	7,85	7,20	15,05
50. Sica Giuseppe, età, nato il 14-9-1918	7,83	7,20	15,03
51. Campi Donato, nato il 20-6-1920	8,03	7,00	15,03
52. Biondo Giuseppe	7,41	7,60	15,01
53. Asprea Domenico	7,96	7,00	14,96
54. Chierici Gaetano	7,83	7,10	14,93
55. Gentile Salvatore	7,90	7,00	14,90
56. Messineo Biagio	7,58	7,30	14,88
57. Giacobbe Lorenzo	7,23	7,60	14,83
58. Antonucci Egidio	7,68	7,10	14,78
59. Pandolfo Mario, ex combattente	7,16	7,60	14,76
60. Soriente Alberto	7,66	7,10	14,76
61. Purificato Mario	7,40	7,30	14,70
62. La Spada Michelangelo, ex combattente	7,68	7,00	14,68
63. Munna Carmelo	7,58	7,10	14,68
64. Aiezza Angelo, ex combattente	7,66	7,00	14,66
65. Alfano Pasquale	7,66	7,00	14,66
66. Polsinelli Guido	7,31	7,30	14,61
67. Lotrecchiano Donato Pio, ex combattente	7,58	7,00	14,58
68. Caporale Felice	7,58	7,00	14,58
69. Ruotolo Pietro	7,03	7,50	14,53
70. Salvo Giuseppe, coniugato	7,00	7,50	14,50
71. Massari Mario	7,50	7,00	14,50
72. Angelini Beniamino	7,33	7,10	14,43
73. Icearco Giuseppe	7,41	7,00	14,41
74. Illuminati Angelo	7,00	7,30	14,30
75. Di Marzo Nicolò	7,08	7,20	14,28
76. Pacelli Francesco	7,25	7,00	14,25
77. Palmestina Angelo	7,23	7,00	14,23
78. Amato Vincenzo, ex combattente, coniugato	7,16	7,00	14,16
79. Calabretta Bruno, ex combattente	7,16	7,00	14,16
80. De Mattia Giuseppe	7,16	7,00	14,16
81. Camilli Vittorio, ex combattente	7,00	7,00	14,00
82. Giuffrida Giovanni	7,00	7,00	14,00

Art. 2.

In relazione alla graduatoria che precede, tutti gli ottantadue candidati suindicati sono dichiarati vincitori del concorso.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e sul bollettino ufficiale del Corpo.

Roma, addì 21 giugno 1952

p. *Il Ministro*: BUBBIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *luglio* 1952
Registro Interno n. 18, *foglio n.* 204

(4174)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli ad un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della « matematica, nozioni di contabilità, scienze naturali e merceologia » nelle scuole professionali femminili (classe di concorso L. I.).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti d'istruzione secondaria ed artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale è stato approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 5 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuo'^ e negli istituti d'istruzione secondaria;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 5 luglio 1949;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 luglio 1951, n. 672, col quale è stata modificata la tabella *A*, annessa al decreto Presidenziale 14 febbraio 1949, n. 236, sui concorsi a posti di ruolo speciale transitorio per insegnanti;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della « matematica, nozioni di contabilità, scienze naturali, merceologia » nelle scuole professionali femminili (classe di concorso L. I);

Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della « matematica, nozioni di contabilità, scienze naturali e merceologia » nelle scuole professionali femminili (classe di concorso L. I) indetto con decreto Ministeriale 5 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Muzi Clara di Ciriaco . . . punti 211,57
2. Somma Lidia fu Antonio . . . » 210,736
3. Ingrassia Maria ved. Fazio fu Matteo » 198,50
4. Matteucci Vera in Cervelli fu Orlindo » 189,33
5. Ingrassia Angela in Palumberi fu Matteo » 188,50
6. Masala Elisa fu Salvatore » 184,92
7. Nigi Eleonora in Caciotti fu Annibale . » 183,59
8. Secondiani Cleofe fu Romeo . » 181,09
9. Calendoli Angelica in Ottati di Enrico » 177,525
10. Sulprizio Teveria in Battistella di Enoslito . . » 170,30
11. Bovi Maria fu Benvenuto . . . » 168,875
12. Vita Antonina fu Antonino . . » 166,625
13. Di Fazio Ida fu Arturo . » 163,08
14. Nocco Torcelli Angiola di Pasquale . » 160,624
15. Rabbito Malvina fu Giovanni . . » 159,50
16. Gay Maria Angela in Faganelli di Romolo Angelo . » 158,95
17. Zamboni Alberta in Lo Vecchio fu Anselmo . » 158,91
18. Desogus Zaira di Giovanni . . » 157,344
19. Ferrari Maria fu Francesco . . » 157,136
20. Bellavigna Anna fu Oreste . » 149,065
21. Lorizio Angelica Belgio fu Luigi . . » 148 —
22. De Lollis Antonietta fu Ottavio . . punti 145,70
23. De Luca Maria Stella fu Giuseppe » 145,41
24. Grassellini Michela ved. Borghesan fu Vincenzo . . . » 145,318
25. Tricoli Marino Antonietta di Sebastiano » 145,25
26. Bozza Angiola in Bronzo fu Rocco . . » 140 —
27. Corradi Edvige ved. Livraga fu Ferdinando . . . . . . » 139,75
28. Salafia Franca fu Alberto . . . » 138 —
29. Lupoli Giovanna di Francesco . . . » 136,75
30. Gatti Onorata fu Camillo . . . » 136 —
31. Roccella Maria ved. Luminasi fu Vincenzo . . . . . . » 135,262
32. Di Nola Adele di Vitale . . . . » 130,50
33. Panetty Zaccara Maria di Enrico . . » 126,90
34. Giscobbi Francesca di Rodolfo . . » 124,90
35. Pellerino Anna fu Giuseppe . . » 122,21
36. De Gennaro Ippolita fu Enrico . . » 122 —
37. Diamare Maria di Giacomo . . . » 120,766
38. Canale Luigia fu Alessandro . . . » 119,50
39. Fazi Clausi Schettini Lea fu Ugo . . » 118,486
40. Brancato Maria fu Nicolò . . . » 117,335
41. Pumo Vincenza fu Gaetano . . . » 117,276
42. Bossi Marchesi Marcella fu Ercole . » 115 —
43. Basile Antonietta in Silvestri fu Leopoldo . . . . . » 114,50
44. Lo Giudice Gaetano di Paolo . . . » 112,40
45. Imbasciati Bianca fu Giuseppe . . . » 112,25
46. Gianni Lucia in Tommaso di Giovanni » 110,50
47. Cantore Gastaldo Pasqua fu Giovanni . » 109,46
48. Criscuolo Pietro di Ferdinando (invalido di guerra) . . . . » 102,125
49. De Marinis Geltrude fu Giovanni . . » 101 —
50. Matta Anna fu Carlo . . . . » 100,862
51. Gallus Guglielma fu Roberto . . . » 99,76
52. Cerrato Iolanda fu Gerardo . . » 99,05
53. Calzolari Gianna di Gilberto Augusto » 98,09
54. Foschini Anna fu G. Battista . . » 98 —
55. Marchetti Cascino Luigia fu Luigi . » 97,787
56. Maccagnani Alessandra in Gariboldi fu Pio . . » 97,68
57. Trinchera Martines Stella fu Ottavio . » 97,50
58. Ferrara Paola fu Edoardo . . . » 96,55
59. Rocchi Ercole fu Domenico . . . » 95,875
60. Moschetto Esterina fu Nunzio . . . » 95,50
61. Perri Giuseppe fu Vittorio . . . » 93,90
62. Cecioni Luigi di Francesco . . » 93,812
63. Cristiani Annunziata in Barbieri di Gaspero . . . » 93,75
64. Tuti Nella in Paglianti fu Ettore . . » 93,125
65. Orazi Marcella fu Primo . . . » 92,25
66. Campolo Coppola Ida di Ignazio . . » 91,68
67. Longo Biagio di Luigi . . . » 90,50
68. Stampanoni Rosanna in Ghersa di Vito Attilio . . . » 89,726
69. Pulcrano Vincenzo fu Pasquale . . » 88,75
70. Picazio Gennaro di Pasquale . . . » 88,312
71. Zimei Gabriela di Carmine Luigi . . » 88,25
72. Mereu Porrà Svanild di Giuseppe . . » 88,25
73. De Felice Mario di Prisco . . . » 87 —
74. Conti Annunziata di Vincenzo . . . » 86,875
75. Benvenuti Alaide di Ettore . . . » 86,75
76. Giacobbe Maria Luisa di Olindo » 86,75
77. Scozzarella in Iabichino Cesira fu Alessandro . . . » 84,25
78. Jacobucci Jolanda fu Guglielmo . . » 84 —
79. Grippaudo Teresa in Falantano di Antonino . . . . . » 83,332
80. Tafuro Alda di Giuseppe . . . . » 83,25
81. Vitello Santa fu Giovanni . » 82,75
82. Nannetti Iole di Francesco Alberto » 82,75
83. Perrusi Carla in Raiti fu Reffaele . . » 82,666
84. Del Chiaro Piero fu Gino . . » 82,50
85. Villari Rosaria di Filippo » 82,50
86. Mercudi Anna Maria in Troiano di Pompeo . . . . . . » 82,006
87. Fradelloni Emilia fu Vincenzo . . » 82 —
88. Odorisio Nicola di Vincenzo . . » 82 —
89. Grillo Maddalena fu Ciro . . . » 81,75
90. Spagna Lina in De Bellis fu Umberto » 81,666
91. Toffoletto Mary in Romagnoli fu Silvio » 81,522
92. Angeloro Vera in Porcelli fu Arturo . » 81 —

93. Malatesta Liliana in Bolasco di Mario . punti 80,50
94. Ambroso Maria in Fosa fu Giovanni . » 80,45
95. Di Giorgio Giuseppina di Alfonso . . » 80,20
96. Capodieci Pasquale di Salvatore (invalido di guerra) . . . » 79,294
97. Virtuani Gabriella fu Alberto . » 79 —
98. Sarzana Carolina Maria fu Francesco Paolo Pietro » 78,75
99. Margheritini Savina di Alfredo . . » 78,50
100. Cibele Francesco fu Pietro (invalido di guerra » 78,425
101. Covioli Ines ved. Malesani fu Valentino . » 78 —
102. Baggio Giuseppina fu G. Giacomo . » 77,82
103. Lucia Bruno fu Raffaele . . . » 77,75
104. Moretti Maria fu Vincenzo . . . » 77,50
105. Villa Anna di Giulio . . . » 77 —
106. Amato Margherita di Giuseppe . . . » 76 —
107. De Capua Carmine fu Antonio . . . » 75,75
108. Ferrara Alessandro fu Antonio . . . » 75,25
109. Staffieri Licia fu Oscar . . » 75 —
110. Angelotti Giovanni di Vincenzo . » 74,749
111. Scirè Risichella Elena di Salvatore . » 74,65
112. Morelli Ebe fu Francesco . » 74,25
113. Cannecozzo Italia fu Vincenzo » 74,062
114. Bardes Domenico di Giacomo N. A. Maria . . . » 74 —
115. Faiani Graziella di Giorgio . . . » 74 —
116. Santoro Olga di Giuseppe . . . » 72,50
117. Nuti Giuseppina di Fortunato . . » 72,50
118. Loi Licia fu Cesare » 72,25
119. Sirianni Clelia in Paternostro di Giuseppe . . » 72,062
120. Pirrotta Vincenzo di Onofrio . . » 72 —
121. Del Nunzio Pierina fu Vincenzo . . » 72 —
122. Farris Giovanna fu Cornelio . . » 72 —
123. Losito Leonardo di Cataldo . » 71,50
124. Maitilasso Elisa in Godelli di Antonio . » 71,50
125. Tosolini Angela fu Garino . . . » 71,25
126. Cioffi Maria di Generoso . . . » 71 —
127. Prato Luciano fu Alessandro . . . » 70,75
128. Magonio Silvia fu Amerigo . . . » 70,75
129. Ardito Addolorata fu Nicola . . » 70,50
130. Bocchino Silvana di Giuseppe . » 69,875
131. Cortelli Lidia in De Martinis fu Alberto » 69,50
132. Miele Maria Grazia di Pasquale » 69,50
133. Panozzo Vittoria in Gambaro di Antonio » 69,50
134. Erolani Laura di Dario . . » 69,50
135. Jannello Maria in Leone di Salvatore . » 68,875
136. Farina Nicola fu Francesco . . » 68,75
137. Gaiani Mario di Antonio . . . » 68,50
138. Fuortes Pia fu Giuseppe . . » 67,375
139. Panuzzo Giuseppe di Francesco . » 67 —
140. Guardiano Sprega Anna Maria di Antonio . . . . » 67 —
141. Lombardi Mario fu Lodovico . . . » 66,625
142. Salemi Biagio di Angelo . . . » 66,532
143. Fajella Raffaele fu Gaetano . . . » 66,50
144. Romolo Angela di Giuseppe . . . » 66,50
145. Scarpini Francesco di Giuseppe . . » 66,375
146. Fava Elena di Alcide . » 66,25
147. Nannei Bandram Valentina di Enrico . » 64,75
148. Perris Maria fu Roberto . . . » 64,25
149. Pace Nicola di Pasquale . . . » 64,125
150. Montanaro Rosa fu Giovanni . . . » 63,50
151. Massara Rosa di Enrico . . » 63,412
152. Ghezzani Maria Luisa fu Giovanni . . » 63,125
153. Cappiello Arturo di Luigi . . » 62,75
154. Podestà Annunciata di Luigi . . » 62,562
155. Foresi Ada in Zinno di Forese . » 62 —
156. Castronuovo Alessandro di Francesco . » 61,75
157. La Spada Antonino di Giovanni . » 61,75
158. Tramboli Francesco di Domenico . . » 61,125
159. Pisu Luigi di Giovanni . . » 61 —
160. De Stefano Serafina di Antonio . . » 60 —
161. Bianchini Nunzia di Vincenzo . . » 59,50
162. Mari Ferdinando di Tommaso . . » 59,125
163. Astolfo Elvira fu Pardo . . . » 59 —
164. Mureddu Lidia fu Giovanni . . . » 58,50
165. Provenzale Rosa di Stefano . . » 58,25
166. Venturi Giuseppe di Settimio . . . » 57 —
167. Fattori Maria di Emilio . . . » 56,75
168. Spanò Eugenio di Gaetano . . . » 56 —
169. Kindt Vittoria in Zaccuti fu Gino . . punti 55,792
170. Marchini Egle fu Eugenio . . » 55,562
171. Costantini Carlo di Giovanni . . . » 55 —
172. Massara Alfonso di Giulio . . . » 54,75
173. Calveri Letterio di Santi . » 54,50
174. Orrù Antonietta in Satta fu Emanuele » 54,50
175. Biasutti Ada fu Giulio . . » 54,50
176. Galeandro Domenico fu Angelo . . » 54 —
177. Esposito Oscar di Amedeo . . » 53,25
178. Sestini Nerino di Bartolomeo . . . » 52,50
179. Valentini Muzzioli Laura di Odo . . » 52 —
180. Caruso Ignazio di Giuseppe . . . » 51,75
181. Fiorentino Ugo fu Matteo . . . » 51,50
182. Piromallo Vittorio di Enrico . . » 50,75
183. Milone Antonio di Raffaele . . » 50,625
184. Riccato Maria Pia di Francesco . . » 50,50
185. Sapuppo Agata fu Carmelo . . » 50,50
186. Zocca Ernestina di Francesco . . . » 50,50
187. Zudda's Maria fu Pietro . . » 50,312
188. Frosi Giuseppina fu Giacomo . . » 50 —
189. Mazzi Diodato di Umberto » 49,312
190. Broccolo Concetta in De Bonis fu Umberto » 48,50
191. Raffo Roberto fu Vitantonio . . » 47,50
192. Lettieri Prospero fu Nicola . » 46,562
193. Provenzale Pompea fu Sebastiano . . » 44,124
194. Pane Salvatore di Gino . . » 41,75
195. La Diana Pietro di Gaetano . . » 40,75
196. Vocaturo Giuseppina fu Luigi . » 39,562
197. Di Ciaccio Maria Carmine di Benedetto » 33,75
198. Donato Carmelina di Pasquale » 32,75
199. Blandamura Ruggiero di Vincenzo . » 32,50
200. Naselli Salvatore di Pietro . » 29,75
201. Garau Roberto di Angelo . » 23,062

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 agosto 1952
Registro n. 34, foglio n. 288. — D'ELIA

(4227)

MINISTERO DELLE FINANZE

Graduatoria del concorso per esami a dieci posti di ingegnere aggiunto in prova nel ruolo di gruppo A del personale degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione, indetto con decreto Ministeriale 14 aprile 1951.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 23 marzo 1933, n. 185, col quale fu approvato il regolamento per il personale dell'Amministrazione finanziaria;

Vista la legge 25 gennaio 1940, n. 4, concernente il riordinamento dei ruoli del personale dell'Amministrazione finanziaria;

Visto il decreto Ministeriale 14 aprile 1951, registrato alla Corte dei conti il 27 giugno successivo, foglio n. 1, registro Finanze n. 17, col quale fu indetto un concorso per esami a dieci posti di ingegnere aggiunto nel ruolo di gruppo *A* del personale degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione;

Visto il decreto Ministeriale 16 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 9 gennaio 1952, foglio n. 251, registro Finanze n. 1, col quale fu nominata la Commissione esaminatrice del predetto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice sopra ripetuta;

Visti gli atti della stessa Commissione esaminatrice e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria generale di merito formata dalla Commissione esaminatrice in base al risultato del concorso per esami a dieci posti di ingegnere aggiunto

in prova nel ruolo di gruppo *A* del personale degli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione, indetto con decreto Ministeriale 14 aprile 1951:

COGNOME E NOME	Media voti prove scritte	Voto prove orali	Somma dei voti
1. Mancusi Giovanni	7,500	8,250	15,750
2. Mento Alfredo	8,166	7,500	15,666
3. Massiglia Gino	8 —	7,500	15,500
4. De Nile Egidio	7,500	7,750	15,250
5. Allegra Cesare	7,500	7,500	15 —
6. Greco Gennaro	7,833	7 —	14,833
7. Cosentino Antonio	7,500	7,250	14,750
8. Molfese Luigi, combattente	7,666	7 —	14,666
9. Greco Crisostomo	7,333	7,100	14,433
10. Formicola Luigi	7,333	7 —	14,333
11. Napolitano Danilo	7,833	6,250	14,083
12. Dama Carlo	7,333	6,500	13,833
13. De Falco Edoardo, combattente	7,500	6,250	13,750
14. Ortolani Oreste	7,333	6 —	13,333
15. Maggi Carlo Maria, combattente	7 —	6,250	13,250
16. Persiani Augusto	7 —	6 —	13 —

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui sopra nell'ordine appresso indicato:

1. Mancusi Giovanni
2. Mento Alfredo
3. Massiglia Gino
4. De Nile Egidio
5. Allegra Cesare
6. Greco Gennaro
7. Cosentino Antonio
8. Molfese Luigi
9. De Falco Edoardo
10. Maggi Carlo Maria

Art. 3.

I seguenti candidati sono dichiarati idonei nell'ordine appresso indicato:

1. Greco Crisostomo
2. Formicola Luigi
3. Napolitano Danilo
4. Dama Carlo
5. Ortolani Oreste
6. Persiani Augusto

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 9 luglio 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 agosto 1952
Registro n. 21, foglio n. 309. — LESEN

(4277)

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 30 giugno 1952, con il quale venne approvata la graduatoria di merito del concorso per esami a centoventotto posti di alunno in prova nel ruolo del personale d'ordine del Ministero e delle Intendenze di finanza, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 20 agosto 1952, n. 192, sono incorse alcune inesattezze che si rettificano come segue:

1) a pag. 3108, colonna 2ª, in relazione alla candidata Pinzarrone Ida di Gerlando (n. 144 della graduatoria generale di merito) anzichè voto alla prova orale 7,850, leggasi « 7,805 »;

2) a pag. 3109, colonna 1ª, in relazione alla candidata Cuccioli Maria di Emilio (n. 151 della graduatoria generale di merito) anzichè voto dattilografia 5,650, leggasi « 0,650 »;

3) a pag. 3109, colonna 2ª, in relazione alla candidata Ghelardini Diva (n. 195 della graduatoria generale di merito) anzichè votazione complessiva 14,075, leggasi « 14,475 »;

4) a pag. 3109, colonna 2ª, in luogo di Santangelo Zelinda di « Calvatore » (candidata di cui al n. 200 della graduatoria generale di merito) leggasi Santangelo Zelinda di « Salvatore »;

5) a pag. 3109, colonna 2ª, in luogo di « Barardi » Margherita di Domenico (candidata di cui al n. 202 della graduatoria generale di merito) leggasi « Berardi » Margherita di Domenico;

6) a pag. 3109, colonna 2ª, in luogo di Ghini Elsa « Alda » di Bruno (candidata di cui al n. 204 della graduatoria generale di merito) leggasi Ghini Elsa « Alba » di Bruno;

7) a pag. 3109, colonna 2ª, in luogo di « D'Andreo » Fernando di Francesco (candidato di cui al n. 216 della graduatoria generale di merito) leggasi « D'Andrea » Fernando di Francesco;

8) a pag. 3111, colonna 2ª, in relazione al candidato Fontanieri Cesare (n. 31 della graduatoria degli idonei) in luogo di punti 15,003, leggasi « 15,030 »;

9) a pag. 3112, colonna 1ª, in luogo di « Crisino » Giovanna (candidata di cui al n. 80 della graduatoria degli idonei) leggasi « Crispino » Giovanna;

10) a pag. 3112, colonna 1ª, in luogo di Squillacciotti « Ermenno » (candidato di cui al n. 106 della graduatoria degli idonei) leggasi Squillacciotti « Ermanno ».

(4278)

PREFETTURA DI LIVORNO

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Livorno

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Visto il proprio decreto n. 6321 Div. 3ª San. del 28 febbraio 1951, con il quale venivano indetti pubblici concorsi per titoli ed esami a posti di sanitari condotti vacanti nella Provincia al 28 febbraio 1951;

Veduti i verbali trasmessi a quest'ufficio dalla Commissione giudicatrice del concorso pubblico, per titoli ed esami, a posti di ostetrica condotta, nonchè la graduatoria generale delle concorrenti formulata dalla Commissione stessa;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni di espletamento del concorso da parte della Commissione suddetta;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle candidate risultate idonee nel concorso a posti di ostetrica condotta in provincia di Livorno al 28 febbraio 1952, così come formulata dalla Commissione giudicatrice

1. Altiero Giuseppina . . . . . . punti 52,22
2. Gadda Angela . . . . . . » 50,11
3. Roffi Liana . . . . . . » 49,75
4. Gonnella Iolanda . . . . . . » 48,12
5. Torelli Norma . . . . . . » 47,58
6. Marconi Ersilia . . . . . . » 46,63
7. Mazzei Nella . . . . . . » 45,44
8. Biagi Mirella . . . . . . » 44,92
9. Imodà Iolanda . . . . . . » 44 —
10. Solli Liliana . . . . . . » 43,26
11. Picchioni Vera . . . . . . » 42,94
12. Masi Siliana . . . . . . » 40,32
13. Dainelli Renata . . . . . . » 38 —
14. Biondi Argia . . . . . . » 35,11

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni interi e consecutivi, agli albi pretori di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Livorno, addì 1° agosto 1952

Il prefetto: MOCCIA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Visto il proprio decreto di pari numero e data, con il quale è approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee al concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Livorno al 28 febbraio 1951, formulata dalla competente Commissione giudicatrice;

Visto l'ordine delle preferenze delle condotte determinato dalle dichiarazioni delle candidate fatte nella domanda di ammissione al concorso;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e l'art. 55 del regolamento, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti ostetriche sono dichiarate vincitrici del posto a fianco di ciascuna rispettivamente segnato:

1) Altiero Giuseppina fu Nello: condotta ostetrica di Marciana Elba;
2) Gadda Angela di Domenico nei Verdura: condotta ostetrica di Capraia Isola.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni interi e consecutivi, agli albi pretori di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Livorno, addì 1° agosto 1952

Il prefetto: MOCCIA

(3924)

PREFETTURA DI FORLI'

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Forlì

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui fu approvata la graduatoria del pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Forlì di cui al decreto prefettizio n. 18867 del 16 agosto 1947;
Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui furono dichiarati i vincitori del concorso stesso;
Visto il telegramma del sindaco del comune di Santarcangelo di Romagna con cui si comunica che il dott. Landi Corrado Lando, ha rinunciato alla nomina a titolare della condotta Canonica, Ciola, Montalbano;
Vista la rinuncia del dott. Celli Sergio che segue in graduatoria il Landi;
Ritenuto doversi dichiarare vincitore della sede suddetta il candidato dichiarato idoneo che segue nella graduatoria il rinunciatario;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Cavalieri D'Oro Marco è dichiarato vincitore del concorso di cui in narrativa per la sede di Canonica, Ciola, Montalbano del comune di Santarcangelo di Romagna.

Forlì, addì 7 agosto 1952

p. *Il prefetto*: CAPASSO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui fu approvata la graduatoria del pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Forlì di cui al decreto prefettizio n. 18867 del 16 agosto 1947;
Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui furono dichiarati i vincitori del concorso stesso;
Vista la nota in data 31 luglio scorso, con la quale il sindaco di Torriana rende nota la rinuncia alla condotta medica consorziale di detto Comune da parte del dott. Turci Francesco;
Ritenuto doversi dichiarare vincitore della sede suddetta il candidato dichiarato idoneo che segue nella graduatoria il rinunciatario;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Righi Mario è dichiarato vincitore del concorso di cui in narrativa per la sede di Torriana Montebello.

Forlì, addì 7 agosto 1952

p. *Il prefetto*: CAPASSO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui fu approvata la graduatoria del pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Forlì di cui al decreto prefettizio n. 18867 del 16 agosto 1947;
Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui furono dichiarati i vincitori del concorso stesso;
Considerato che il dott. Guido Santelmo, con lettera in data 4 corrente ha dichiarato di rinunciare alla nomina a titolare della condotta medica di Levante di Tredozio;
Ritenuto doversi dichiarare vincitore della sede suddetta il candidato dichiarato idoneo che segue nella graduatoria i rinunciatari;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Candela Girolamo è dichiarato vincitore del concorso di cui in narrativa per la sede di Tredozio, condotta di Levante.

Forlì, addì 7 agosto 1952

p. *Il prefetto* CAPASSO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui fu approvata la graduatoria del pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Forlì di cui al decreto prefettizio n. 18867 del 16 agosto 1947;
Visto il proprio decreto di pari numero del 24 gennaio 1952, con cui furono dichiarati i vincitori del concorso stesso;
Vista la delibera in data 18 luglio 1952, della Giunta municipale di Portico di Romagna con cui si comunica che il dottor Naldoni Pio Roberto è decaduto dalla nomina a titolare della condotta di San Benedetto in Alpe per non avere assunto servizio nel termine assegnatogli dall'Amministrazione;
Ritenuto, pertanto, doversi dichiarare vincitore della sede suddetta il candidato dichiarato idoneo che segue nella graduatoria i rinunziatari;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Miadonna Tommaso è dichiarato vincitore del concorso di cui in narrativa per la sede di San Benedetto in Alpe del comune di Portico di Romagna.

Forlì, addì 7 agosto 1952

p. *Il prefetto*: CAPASSO

(4105)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.